

Guadeloupe

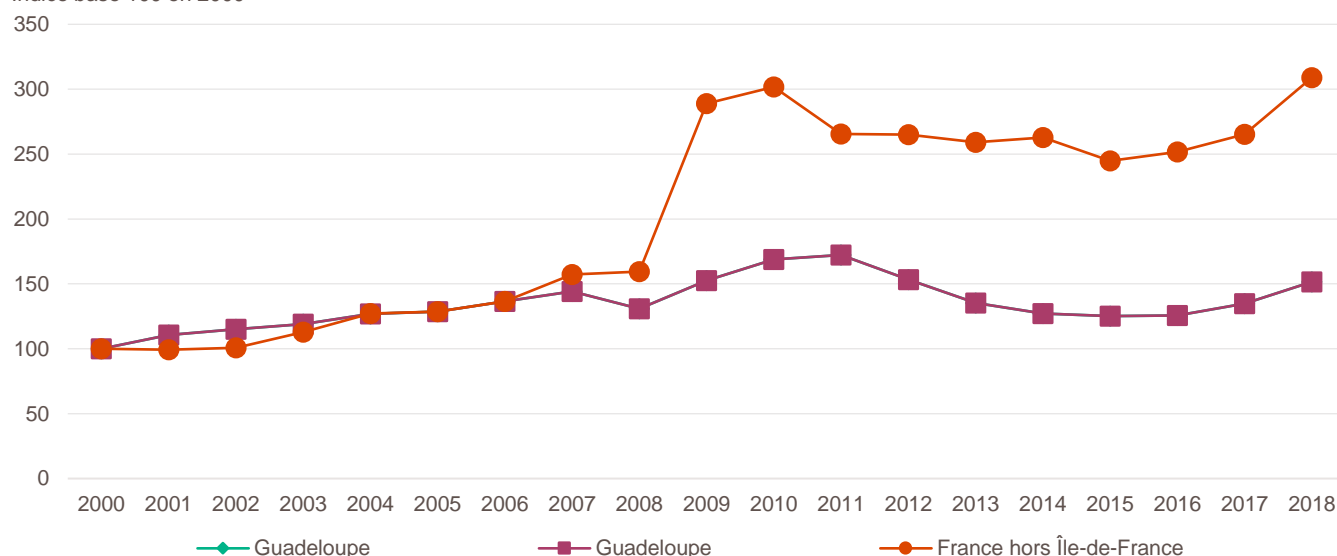
La création d'entreprises en 2018 et son évolution depuis 2000

● Les principaux indicateurs de l'année 2018

Année 2018	Guadeloupe	France hors Île-de-France
Nombre de créations d'entreprises	4 942	461 816
Entreprises classiques	4 043	270 452
Micro-entrepreneurs	899	191 364
<i>Part des micro-entrepreneurs (%)</i>	18,2	41,4
Évolution annuelle (%)	+ 12,3	+ 16,4
Entreprises classiques	+ 13,9	+ 10,5
Micro-entrepreneurs	+ 5,8	+ 26,0
Nombre de créations pour 10 000 habitants	125	88
Nombre d'entreprises au 31 décembre 2017	49 061	3 370 678
Taux de renouvellement pour 1 000 entreprises (‰)	101	137

● L'évolution de la création d'entreprises depuis 2000

Indice base 100 en 2000



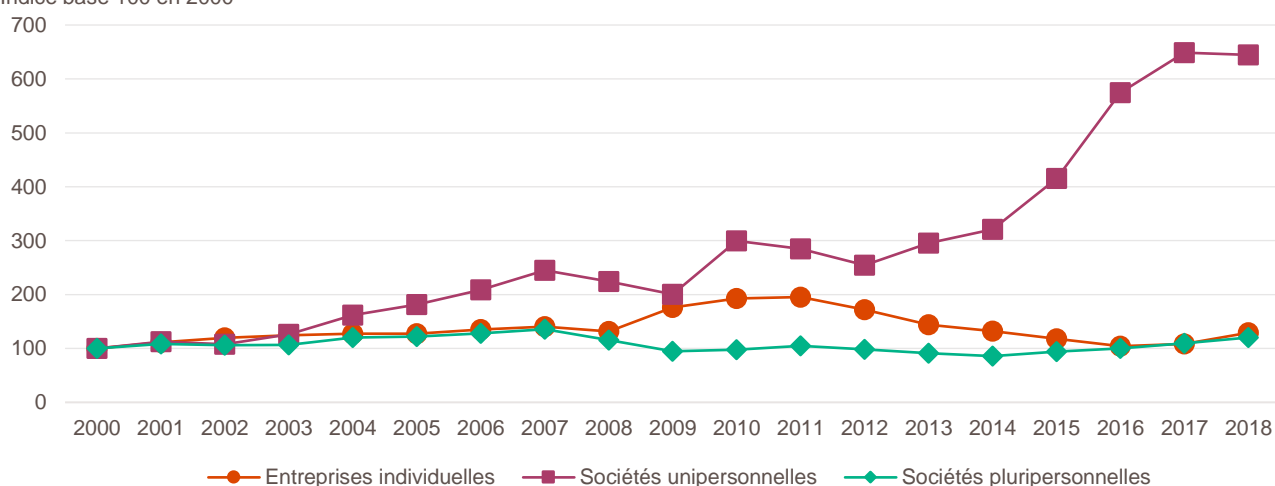
Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
France hors Île-de-France	+ 6,7	+ 35,6	- 4,1	- 1,2	- 1,0	+ 10,8
Guadeloupe	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,3	- 11,3	- 2,5	+ 9,8

● Les créations d'entreprises par nature juridique

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Entreprises individuelles	2 734	55,3	+ 19,4
Micro-entrepreneurs	899	18,2	+ 5,8
Autres entreprises individuelles	1 835	37,1	+ 27,5
Sociétés	2 208	44,7	+ 4,6
Unipersonnelles (SASU et EURL)	1 018	20,6	- 0,7
Pluripersonnelles	1 190	24,1	+ 9,7
SARL	367	7,4	- 0,5
SAS	695	14,1	+ 16,8
Autres sociétés	128	2,6	+ 5,8
Total Guadeloupe	4 942	100,0	+ 12,3

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Entreprises individuelles	+ 5,0	+ 11,9	+ 5,4	- 14,1	- 10,3	+ 11,5
Micro-entrepreneurs	---	---	+ 13,6	- 13,4	- 23,2	+ 8,8
Autres entreprises individuelles	+ 5,0	- 18,2	- 2,4	- 15,0	+ 1,7	+ 12,9
Sociétés	+ 6,0	- 14,9	+ 9,0	- 4,1	+ 11,5	+ 7,8
Unipersonnelles (SASU et EURL)	+ 13,7	- 9,5	+ 19,1	+ 1,9	+ 24,8	+ 5,9
Pluripersonnelles	+ 4,5	- 16,5	+ 5,3	- 6,8	+ 3,2	+ 9,6
SARL	+ 4,5	- 17,5	- 2,8	- 11,6	- 13,1	- 5,2
SAS	+ 29,9	+ 21,7	+ 110,5	+ 8,2	+ 38,3	+ 17,0
Autres sociétés	+ 0,5	- 15,7	+ 17,2	+ 4,8	- 5,5	+ 30,6
Total Guadeloupe	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,3	- 11,3	- 2,5	+ 9,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises par secteur d'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Part des micro-entrepreneurs (%)	Évolution annuelle (%)	Taux de renouvellement (‰)
Activités secondaires	842	17,0	12,6	+ 18,1	79
Industrie	299	6,1	11,0	+ 16,8	83
Construction	543	11,0	13,4	+ 18,8	77
Activités de type commerce	1 872	37,9	6,5	+ 8,8	100
Commerce de détail	638	12,9	3,9	+ 3,7	90
Commerce de gros	79	1,6	1,3	+ 0,0	56
Commerce de bouche ^a	42	0,8	4,8	+ 44,8	89
Immobilier	252	5,1	2,8	+ 14,5	112
Hébergement et restauration	537	10,9	2,2	+ 9,1	127
Commerce et réparation auto.	117	2,4	11,1	- 0,8	89
Services en dir. des personnes ^b	207	4,2	30,0	+ 23,2	107
Activités de type services	2 228	45,1	30,1	+ 13,4	113
Courtage	82	1,7	3,7	+ 18,8	87
Transports et entreposage	136	2,8	21,3	- 8,7	67
Activités scientifiques et techniques	467	9,4	43,5	+ 12,5	114
Activités de soutien aux entreprises	569	11,5	16,5	+ 11,1	138
Information et communication	139	2,8	30,9	+ 12,1	108
Enseignement	252	5,1	73,8	+ 17,8	144
Arts, spectacles et act. récréatives	123	2,5	35,0	+ 21,8	132
Santé humaine et action sociale ^c	377	7,6	17,0	+ 18,6	108
Activités financières et d'assurance	83	1,7	7,2	+ 31,7	84
Total Guadeloupe	4 942	100,0	18,2	+ 12,3	101

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Activités secondaires	+ 4,2	+ 3,1	- 3,3	- 11,1	- 4,9	+ 14,7
Industrie	+ 5,4	+ 15,3	+ 9,2	- 19,6	- 5,2	+ 18,8
Construction	+ 3,8	- 1,4	- 9,8	- 5,6	- 4,8	+ 12,6
Activités de type commerce	+ 4,8	+ 3,1	+ 6,3	- 13,5	- 0,1	+ 6,9
Commerce de détail	+ 4,8	+ 0,1	+ 4,1	- 15,6	- 4,3	+ 5,3
Commerce de gros	- 1,9	- 13,7	+ 5,8	- 15,3	+ 14,7	- 7,3
Commerce de bouche ^a	+ 9,6	+ 6,4	- 12,4	+ 7,3	- 13,0	+ 29,6
Immobilier	+ 21,6	- 25,3	+ 42,0	- 7,5	- 3,5	+ 18,3
Hébergement et restauration	+ 2,7	+ 14,5	+ 3,9	- 14,3	+ 6,9	+ 7,1
Commerce et réparation auto.	+ 0,0	+ 6,9	+ 10,4	- 17,3	+ 10,2	+ 4,6
Services en dir. des personnes ^b	+ 5,3	+ 24,4	+ 1,3	- 10,8	- 5,3	+ 3,8
Activités de type services	+ 6,5	+ 2,5	+ 10,7	- 9,6	- 3,5	+ 10,7
Courtage	+ 9,2	- 35,9	- 23,1	+ 0,7	- 7,0	+ 18,9
Transports et entreposage	- 2,3	- 17,8	+ 22,9	+ 0,3	+ 0,4	- 6,0
Activités scientifiques et techniques	+ 7,2	+ 10,8	+ 8,4	- 12,2	- 1,6	+ 6,2
Activités de soutien aux entreprises	+ 4,6	+ 7,5	+ 8,0	- 3,8	- 7,6	+ 16,8
Information et communication	+ 9,7	+ 25,4	- 2,0	- 20,5	+ 0,6	+ 6,7
Enseignement	+ 4,4	+ 19,8	+ 32,5	- 12,9	- 12,4	+ 16,4
Arts, spectacles et act. récréatives	+ 12,6	+ 10,8	+ 6,0	- 22,3	+ 0,3	+ 10,9
Santé humaine et action sociale ^c	+ 15,8	+ 7,6	+ 24,1	- 7,1	+ 0,0	+ 15,4
Activités financières et d'assurance	+ 6,0	- 15,4	+ 6,4	- 11,0	+ 11,7	- 1,2
Total Guadeloupe	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,3	- 11,3	- 2,5	+ 9,8

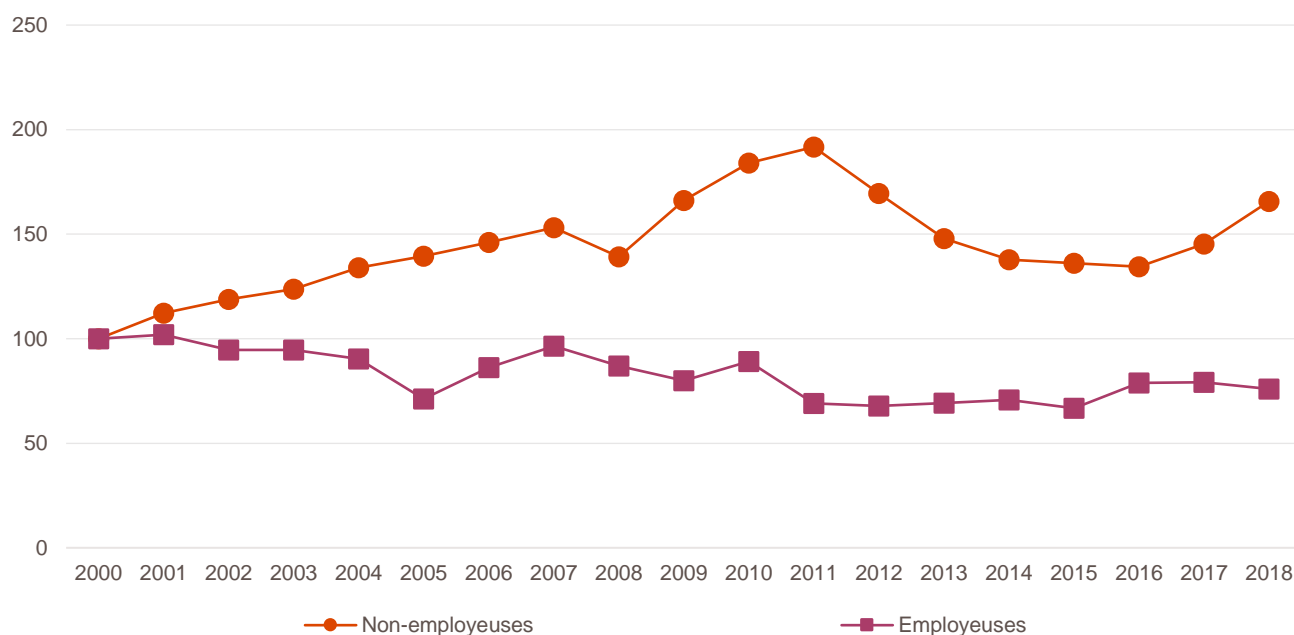
Source : Insee (Sirène, REE, RP).

● Les créations d'entreprises par taille au démarrage de l'activité

Année 2018	Nombre	Part (%)	Évolution annuelle (%)
Non-employeuses (sans salarié)	4 549	92,0	+ 14,0
Employeuses	393	8,0	- 3,9
1 à 2 salariés	185	3,7	- 4,6
3 à 5 salariés	37	0,7	+ 19,4
6 à 9 salariés	10	0,2	+ 42,9
10 salariés et plus	161	3,3	- 9,0
Total Guadeloupe	4 942	100,0	+ 12,3

Évolution (TCAM en %)	2000 à 2007	2007 à 2009	2009 à 2011	2011 à 2013	2013 à 2016	2016 à 2018
Non-employeuses (sans salarié)	+ 6,3	+ 4,2	+ 7,4	- 12,2	- 3,1	+ 11,0
Employeuses	- 0,5	- 9,0	- 7,0	+ 0,1	+ 4,5	- 1,9
Total Guadeloupe	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,3	- 11,3	- 2,5	+ 9,8

Indice base 100 en 2000



Source : Insee (Sirène, REE, RP).

Note méthodologique

Sources et définitions

Source des données

Pour réaliser ces fiches statistiques, l'Observatoire de la création d'entreprise (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene ainsi que des résultats du recensement de la population, les deux administrés par l'Insee.

Définition du champ d'analyse

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Ils concernent le département de la Guadeloupe et la France entière.

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité.

Micro-entrepreneur

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de micro-entrepreneur requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

Entreprise classique

Ce terme définit l'ensemble des entreprises (individuelles et sociétés) hors régime du micro-entrepreneur (ex auto-entrepreneur).

Taille des entreprises

Elle est définie par le nombre de salariés au démarrage de l'activité de l'entreprise. Certaines années, la donnée peut être manquante pour quelques entreprises.

Densité de population des communes

L'approche des espaces ruraux se réfère à la densité de population des communes. La typologie utilisée est celle de l'Insee, intitulée grille communale de densité. Elle est basée sur le maillage urbain des communes, ainsi que sur la répartition de la population sur le territoire communal en repérant les concentrations et dispersions. Quatre catégories sont ainsi définies :

- les communes denses,
- les communes intermédiaires,
- les communes peu denses,
- les communes très peu denses.

Pour certaines communes, la catégorie de densité n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Zone de revitalisation rurale (ZRR)

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques. La liste est fixée par arrêté et le classement des communes en ZRR permet aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales.

Une nouvelle définition des zones rurales est en vigueur depuis juillet 2017. Les données des années antérieures ont été rétopolées pour que la définition des zones corresponde à celle de 2017.

Pour certaines communes, leur appartenance ou non à une ZRR n'est pas connue. Elles sont donc comptabilisées en tant que « communes non répertoriées ».

Calculs et exemples de lecture

Taux de renouvellement du parc des entreprises

Nombre de créations d'entreprises recensées une année donnée rapporté au nombre d'entreprises existantes dans le stock au 1^{er} janvier de la même année. Il est exprimé pour 1 000 (‰) entreprises existantes.

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 137 ‰ en 2018. Autrement dit, pour 1 000 entreprises existantes, 137 créations ont été recensées.

Nombre de créations pour 10 000 habitants

Nombre de créations enregistrées une année donnée rapporté au nombre d'habitants (population dite « totale » issue du recensement de la population au 1^{er} janvier 2015).

Exemple : en France hors Île-de-France, ce taux s'élevait à 88 pour 10 000 en 2018. Autrement dit, 88 créations d'entreprises ont été dénombrées pour 10 000 habitants.

Indice base 100 en 2000

Cet indicateur utilisé dans les graphiques permet une comparaison de l'évolution du nombre de créations d'entreprises de différentes caractéristiques ou zones géographiques en les réduisant à des indices comparables. Le nombre annuel de créations d'entreprises est recalculé sur une base de 100 créations en 2000.

Exemple : en France hors Île-de-France, cet indicateur est de 309 en 2018. Autrement dit, pour 100 entreprises créées en 2000 en France hors Île-de-France, 309 créations d'entreprises ont été recensées en 2018.

Taux de croissance annuel moyen (TCAM)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Le TCAM est plus approprié que le taux de variation annuelle (qui compare l'évolution d'une année sur l'autre) lorsqu'il s'agit de comparer l'évolution d'un indicateur sur des périodes de durées différentes.

Exemple : un TCAM de 2 % entre 2000 et 2010, signifie une croissance moyenne de 2 % chaque année, pendant les dix années séparant 2000 et 2010. Dans ce cas, le taux de variation annuelle sera de 22 % (la variation entre 2000 et 2010), avec une évolution de 2 % tous les ans, pendant 10 ans.

Phases de conjoncture économiques

Sur la période allant de 2000 à 2018, la conjoncture économique française peut être découpée en 6 périodes distinctes, pour l'interprétation de l'évolution de la création d'entreprise à la lumière du contexte macroéconomique :

- 2000 à 2007 : l'avant-crise
- 2007 à 2009 : la crise financière
- 2009 à 2011 : une embellie économique
- 2011 à 2013 : la crise de la dette souveraine en Europe
- 2013 à 2016 : une reprise économique
- 2016 à 2018 : une accélération de la croissance

Notes de lecture :

a. Le secteur du « commerce de bouche », composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Le secteur « services en direction des personnes » est intitulé « en direction des personnes » car il regroupe non seulement les services à la personne tels que définis par la loi Borloo du 26 juillet 2005, mais aussi d'autres activités liées aux personnes telles que les salons de coiffure, les esthéticiennes, etc.

c. Dans le secteur de la « santé humaine et action sociale » regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 25/06/2019.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprises dans le département de la Guadeloupe, Fiche statistique 2018. Bpifrance Création, juin 2019. »

Contact : utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.